POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EXTERNE A VAL TOURAINE HABITAT

Val Touraine Habitat est soucieux du respect de votre vie privée et à la protection de vos données personnelles.

Dans un souci de transparence, **Val Touraine Habitat** a adopté une « **Politique de protection des Données Personnelles** » relative aux données personnelles collectées par **Val Touraine Habitat,** conformément aux réglementations applicables et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1. DEFINITIONS

Autorité de contrôle : la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Consentement : de la personne concernée, toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement ;

Destinataire : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Données à caractère personnel : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée «personne concernée») ; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

Finalité : objectif poursuivi par la mise en place du traitement (ex. recrutement, gestion du dossier, facturation) ;

Limitation du traitement : le marquage de données à caractère personnel conservées, en vue de limiter leur traitement futur ;

Responsable du traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre ;

Sous-traitant : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;

Tiers : une personne physique ou morale, une autorité publique, un service ou un organisme autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, placées sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant, sont autorisées à traiter les données à caractère personnel ;

Traitement : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;

2. QUI EST LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT ?

Le responsable de traitement est Val Touraine Habitat représenté par M. **Jean Luc TRIOLLET,** directeur général de Val Touraine Habitat. Vos données personnelles sont collectées par **Val Touraine Habitat** dont les coordonnées figurent ci-après :

Val Touraine Habitat
7 Rue de la Milletière
37080 TOURS Cedex 2

Pour toutes questions, vous pouvez contacter notre **Délégué à la Protection des Données**, par courrier à l'adresse suivante :

Val Touraine Habitat
DPO
7 rue de la Milletière
37080 TOURS Cedex 2

Par courriel : **dpo@valtourainehabitat.fr**

3. QUELLES SONT LES DONNÉES COLLECTÉES ?

Val Touraine Habitat peut être amené à collecter les données suivantes vous concernant dans le cadre de ses activités notamment :

- données d'identification : nom, numéro de carte d'identité et/ou de passeport, nationalité, titre de séjour, lieu et date de naissance, numéro de sécurité sociale, photo, adresse IP;
- données de contact : adresse postale et électronique, numéro de téléphone ;

- situation familiale : état civil, nombre d'enfants, situation maritale, certificat de mariage ou décès, livret de famille ;
- données fiscales et assurantielles : adresse fiscale, avis d'imposition, attestation d'assurance ;
- données relatives aux interactions entre le client et Val Touraine Habitat: cookies, parcours clients, comptes rendus des courriers électroniques, des entrevues;
- données relatives au traitement des courriels et communications qui vous sont adressés, tels que la date, l'heure de réception des courriels, de leur ouverture, ainsi que les informations concernant vos interactions avec le contenu transmis.

4. QUELLE UTILISATION EST FAITE DES DONNÉES COLLECTÉES ?

Val Touraine Habitat est amené à collecter vos données sur le fondement du respect d'une obligation légale, de votre consentement, d'une relation contractuelle vous unissant à **Val Touraine Habitat**

Ainsi, **Val Touraine Habitat** collecte et utilise vos données à plusieurs fins:

Direction Générale de la Gestion locative et Proximité :

Nom du traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Télédiagnostic et assistance visuelle	Le consentement de la personne concernée	Le temps de la conversation sur l'outil
Examen d'Occupation de Logements	Obligation Légale	5 ans après l'envoi d'un avis de la CALEOL aux locataires
Régularisation des charges locatives	Obligation Légale	10 ans à compter de l'année de la régularisation
Enregistrement de la demande de logement	Obligation Légale	5 ans Controle ANCOLS
Election des représentants des locataires	Obligation Légale	Du début de l'élection à 15 jours après l'élection
Enquête Occupation du Parc Social (OPS) - Supplément Loyer Solidarité (SLS)	Obligation Légale	5 ans à compter de la restitution des données.
Evaluation sociale personnalisée - DRE	Obligation Légale	7 ans à compter de l'instruction
Attribution sociale personnalisée - DRE	Obligation Légale	Du dépôt de la demande à la signature du bail.

Etats des lieux locataire	Obligation Légale	Jusqu'au remboursement du DG plus 3 ans. Anonymisation de l'EDL à l'issue des 3 ans afin d'avoir un historique de la vie du patrimoine (compteur / travaux ...). Actuellement l'anonymisation des EDL n'est pas possible dans notre logiciel. Il est donc conservé le temps de la vie du module.
Gestion de l'attribution de logement	Obligation Légale	Dans le cadre du contrôle de l'ANCOLS, les dossiers papiers scannés sont conservés. L'avis est dans imhoweb durant 18 mois.
Traitement de l'Occupation du Parc Social	Obligation Légale	5 ans
Gestion des données d'astreinte	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	Durée de présence du locataire
Gestion de la demande de logement	Obligation Légale	Numériquement la demande est radiée. VTH conserve dans la GED la demande de logement dans le cadre du contrôle ANCOLS.
Gestion des badges locataires	Obligation Légale	5 ans à compter du départ du locataire
Fichier des éditions externalisées	Intérêt Légitime	5 ans pour les avis d'échéance Pour ce qui est de la relance impayée, les documents restent en base active jusqu'à l'apurement de la dette.
Consultation du dossier allocataire par les partenaires (CDAP) - Caisse d'Allocation Familiale	Obligation Légale	5 ans pour les avis d'échéance Pour ce qui est de la relance impayée, les documents restent en base active jusqu'à l'apurement de la dette.
Gestion et résolution des troubles locataires	Obligation Légale	5 ans sinon 10 ans pour agression physique d'un collaborateur VTH à compter de la fin de la procédure de la procédure
Demande d'enquête civile dans le cadre du recouvrement	Intérêt Légitime	1 an au résultat de l'enquête sinon 5 ans à compter du moment où la dette est soldée ou admise en non valeur.
Paiement par CB via plateforme web	Obligation Légale	VTH n'a pas accès aux transactions antérieures à 15 mois.
Gestion du précontentieux recouvrement	Intérêt Légitime	5 ans à compter du départ du locataire (dette soldée ou admis en non valeur)

Gestion du contentieux Recouvrement	Intérêt Légitime	5 ans à compter de la fin de la procédure (dossier soldé ou admis en non valeur)
Créances douteuses	Intérêt Légitime	5 ans à compter de l'admission en non-valeur
Relance SMS dans le cadre du recouvrement	Intérêt Légitime	5 ans à compter de l'envoi du SMS
Aides et Accompagnement social - SOLI'AL	Consentement de la personne	Pendant 5 ans à compter de la date de versement de l'aide ou de la fin des mesures d'accompagnement mises en œuvre afin de répondre à nos obligations réglementaires vis-à-vis de l'ANCOLS. Pendant 10 ans sont conservés les données relatives aux opérations comptables et financières.
Accompagnement social des locataires fragiles	Intérêt Légitime	5 ans à partir de la dernière intervention. 8 ans à partir du départ du locataire (décédé et parti et sans dette)

Direction des Ressources Humaines :

Nom du traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Gestion des opérations de recrutement	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	5 ans (durée de prescription d'une accusation de discrimination)

Direction du Développement et de l'Aménagement

Nom du traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Vente Immobilière y compris terrain à batir	L'existence d'un contrat ou de mesures précontractuelles	5 ans A partir de la signature authentique.
Enquête de fin de garantie de parfait achèvement	Le consentement de la personne concernée au traitement de ses données pour une ou plusieurs finalités	Les données de l'enquête étant anonyme, elles sont conservées sans délai de suppression
Pré-contentieux opération de construction/réhabilitation	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	10 ans à compter de la fin de l'opération

Gestion de la demande SAV construction	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	8 ans après les 2 ans de la fin de GPA
Prospection - acquisition de terrain	L'existence d'un contrat ou de mesures précontractuelles	Les actes notariés sont conservés à durée indéterminée.
Plateforme d'information territoriale sur le foncier - webSIG	L'existence d'un contrat ou de mesures précontractuelles	La plateforme conserve les informations du propriétaire tant que celui-ci est propriétaire

Direction du Patrimoine Durable

Nom du Traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Activigie - outil de lutte contre le travail illégal	Le respect d'une obligation légale	5 ans (durée de contrôle) à compter de la réception des travaux.
Compteurs communicants Eau Chaude Sanitaire et Chauffage	Le respect d'une obligation légale	5 ans à compter de l'année de consommation
Gestion des travaux d'entretien du patrimoine	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	10 ans (hors listing locataires) à compter de la réception des travaux
Vidéo surveillance des halls	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	15 jours glissants
Vidéo surveillance des immeubles du parc Val Touraine Habitat	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	30 jours à compter de l'enregistrement
Gestion de la Réhabilitation des Logements	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	1 an après l'opération

Pré-contentieux opération de construction/réhabilitation	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	10 ans à compter de la fin de l'opération
Gestion de la demande d'adaptation logement au(x) handicap(s) et personnes âgées	Le consentement de la personne concernée au traitement de ses données pour une ou plusieurs finalités	10 ans afin de répondre aux contrôles de l'ANCOLS à compter de la demande

Direction de la Communication Responsable et Markéting

Nom du Traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Journal d'information locataires et rapport d'activité	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	Le journal d'information n'est pas détruit, il contribue à l'histoire de l'office pour Val Touraine Habitat.
Opérations relations publiques et presses de Val Touraine Habitat	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	1 ans après l'opération publique et/ou presse

Direction Juridique et des Ventes

Nom du Traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Gestion Contentieux	Le respect d'une obligation légale	5 ans A partir de la décision de justice définitive purgée de tous recours.
Gestion pour les syndicats de copropriétaires	Le respect d'une obligation légale	5 ans
Mise en copropriété	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	5 ans A partir de la signature du règlement de copropriété null
Fichier clients / prospects	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	5 ans
Gestion des sinistres logements	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	7 ans à compter de la clôture du sinistre
Vente Immobilière y compris terrain à batir	L'existence d'un contrat ou de mesures précontractuelles	5 ans A partir de la signature authentique.
Gestion des baux commerciaux et professionnels	L'existence d'un contrat ou de mesures précontractuelles	5 ans A partir de la fin du bail.
Gestion des attestations d'assurance des locataires	L'existence d'un contrat ou de mesures précontractuelles	2 ans à compter de l'année en cours

Service Achat et des Moyens Généraux

Nom du Traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Dématérialisation des marchés publics	Intérêt Légitime	marchés : 10 ans candidatures : 5 ans
Vidéo surveillance externe du siège de Val Touraine Habitat	Intérêt Légitime	30 jours lissants
Vidéo surveillance agence	Intérêt Légitime	30 jours lissants
Vidéo surveillance parking Chantepie	Intérêt Légitime	15 jours

Direction de l'Innovation et de la Performance Stratégique

Nom du Traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Animation pour les plus de 60 ans	Consentement	Le temps du publipostage pour chaque campagne d'animation
Création de lien intergénérationnel entre les séniors et les étudiants	Consentement	3 ans à partir de la date de signature de la dernière convention
Audit de gestion de réclamations clients	Consentement	3 ans à partir de la fin de la restitution de l'enquête par l'auditeur.
Réalisation d'une enquête de satisfaction triennale	Respect d'une obligation légale	le temps de la passation de l'enquête soit environ 3 mois à compter du début des appels.
Audit de fonctionnement de notre outil d'information (SIG) géographique : Atlas.	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	Le temps de l'audit + 1 an

Direction du Numérique et des Systèmes d'Information

Nom du Traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Site intranet	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	10 ans après la parution sur le site intranet.
Extranet locataires	Les intérêts légitimes poursuivis par le responsable de traitement ou par un tiers	5 ans

Direction Financière

Nom du Traitement	Base Juridique du Traitement	Durée de conservation maximale
Remboursement de frais à un salarié (y compris directeur général) - administrateurs - représentants des locataires	Le respect d'une obligation légale	10 ans à compter du remboursement
Refacturation locataire	Le respect d'une obligation légale	10 ans à partir du virement de remboursement ou de la facturation.
Commissaire aux comptes	Le respect d'une obligation légale	Les liasses fiscales, rapport financier et comptes financiers sont gardées sans durée limite actuellement pour des raisons historiques.

Seules les données nécessaires à l'accomplissement de la mission confiée à chaque destinataire lui sont fournies.

5. DESTINATAIRES DES DONNEES PERSONNELLES

Destinataires internes à VAL TOURAINE HABITAT

Vos données personnelles ne sont accessibles qu'aux personnes de VAL TOURAINE HABITAT habilitées à les traiter dans le cadre strict de l'utilisation ci-dessus : gestionnaires de location, gestionnaires de patrimoine, commerciaux, gestionnaires des ventes, administrateurs des systèmes d'information.

Autorités de contrôle :

Tout destinataire exerçant un mandat légal et pouvant exiger des informations personnelles (services de l'Etat, autorités de Sécurité Sociale, tribunaux etc.).

Dans le cas où nous recevrions une demande d'information, de transmission ou d'accès aux documents déposés de la part d'une autorité judiciaire ou administrative compétente, nous vous en informerons immédiatement sauf disposition légale contraire.

Tiers associés aux traitements

- Les cabinets de recrutement et centres de formation ;
- Les mutuelles, assureurs ;
- Les conseillers professionnels (avocats, commissaires aux comptes, etc.) ;
- Les prestataires de services (paie, logiciel informatique etc.) ;
- Les clients potentiels (propositions et promotions commerciales) ;

Dans l'hypothèse où vos données personnelles seraient traitées pour des finalités différentes, Val Touraine Habitat vous en informera et, lorsque la loi l'exige, recueillera votre consentement au préalable.

Val Touraine Habitat peut également être amené à transférer des données personnelles à des tiers si un tel transfert est nécessaire pour des raisons techniques (par exemple, pour l'hébergement des sites web) ou pour répondre à des obligations légales et/ou pour poursuivre ses intérêts légitimes. Ces transferts pourront se faire par internet, courrier, ou par tout autre moyen que Val Touraine Habitat jugera approprié.

Val Touraine Habitat veillera à ce que les transferts de données personnelles soient conformes à la règlementation du RGPD. De même, **Val Touraine Habitat** a mis en place les mesures nécessaires pour assurer la protection des données personnelles, en termes d'intégrité, confidentialité et de disponibilité, lors d'un transfert dans ou hors de l'Union Européenne.

Dans l'hypothèse d'une utilisation ou divulgation de données personnelles par un tiers sans respect de la présente politique de protection des données personnelles ou en violation de la législation applicable, **Val Touraine Habitat** prendra toutes mesures raisonnables pour prévenir ou mettre fin à une telle. Chacun des destinataires ne peut utiliser vos données pour d'autres finalités que celles pour lesquelles il est missionné. Il ne peut pas les utiliser ultérieurement pour son propre compte, ni les communiquer à des tiers.

Nous attirons votre attention sur le fait que nous ne vendons ni ne transmettons aucune de vos données personnelles à des organismes dans le cadre de démarches commerciales ou autres qui leur seraient propres.

6. DANS QUEL CADRE SONT COLLECTEES VOS DONNEES PERSONNELLES ?

Principalement, Val Touraine Habitat Val Touraine Habitat est susceptible de collecter vos données :

- **via le formulaire de demande de logement social (cerfa14069*3)**
- **via le site www.valtourainehabitat.fr** : pour la création d'un compte client, l'envoi d'un message à l'équipe support, ou l'envoi d'une candidature sur des sites spécialisés.
- **pour les alertes newsletters :** Vous avez la possibilité de souscrire à nos newsletters. Si vous ne souhaitez plus les recevoir, vous avez la possibilité de vous désabonner en cliquant sur le lien prévu à cet effet mentionné dans le corps du mail.
- **via les réseaux sociaux :** vous pouvez suivre et/ou « aimer » les post de **Val Touraine Habitat.** Les informations suggérées par ces actions peuvent éventuellement être utilisées par le réseau social concerné. Nous vous invitons à consulter la politique de confidentialité de ces réseaux pour connaitre en détail les conséquences éventuelles.
- **via des échanges avec nos clients ou prospects et la mise à disposition de la documentation nécessaire** à la vente de la prestation demandée.
- **via des tiers** dans le cadre notamment de la relation contractuelle ou dans le cadre de la transférabilité des données vis-à-vis d'autres dépositaire de l'autorité publique.
- **via des formulaires de collecte de données** dans le cadre de la gestion administrative du personnel

7. DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles sont conservées conformément aux dispositions légales et fiscales pendant une durée qui n'excède pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées et détaillées à l'article 4.

8. VOS DROITS

Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de définir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre mort, et dans certains cas, d'un droit à la portabilité de vos données à caractère personnel, d'opposition, de limitation au traitement de vos données à caractère personnel et d'effacement de vos données à caractère personnel.

Vous pouvez également, à tout moment, uniquement pour les traitements réalisés à la suite de la collecte de votre consentement, révoquer votre consentement au traitement et à l'utilisation des données avec effet pour l'avenir (exemple : envoi de newsletter).

Pour toute question à ce sujet ou pour exercer les droits susvisés, vous pouvez contacter notre Délégué à la protection des données en joignant la copie de votre carte d'identité

- Par courriel à l'adresse suivante **dpo@valtourainehabitat.fr**

- Par courrier à l'adresse suivante :

Val Touraine Habitat
DPO
7 rue de la Milletière
37080 Tours Cedex 2

Vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle. En France, l'autorité de contrôle est la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (adresse postale : 3 place de Fontenoy – TSA 80715 -75334 Paris Cedex 07 ; téléphone : 01 53 73 22 22) ; site : www.cnil.fr).

9. SECURITE

Val Touraine Habitat prend toutes les précautions utiles, ainsi que les mesures techniques et organisationnelles appropriées, pour préserver la sécurité de vos données personnelles et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le prestataire d'hébergement du serveur du site ne dispose d'aucun accès aux données contenues dans le serveur, y compris pour des opérations d'administration ou de maintenance technique. Seuls les destinataires internes de VAL TOURAINE HABITAT peuvent accéder à vos données présentes sur notre serveur.

10. LIEN VERS D'AUTRES SITES

Les sites internet de **Val Touraine Habitat** peuvent proposer des liens vers des sites internet de tiers tels que notamment Facebook, Twitter, LinkedIn ainsi qu'aux sites de certains registres (état civil, demande de logement…)

Val Touraine Habitat n'exerce aucun contrôle sur le contenu de sites de tiers ou sur les pratiques de ces tiers en matière de protection des Données Personnelles qu'ils pourraient recueillir.

En conséquence, **Val Touraine Habitat** décline toute responsabilité concernant le traitement par ces tiers de vos Données Personnelles.

11. MODIFICATION DE LA POLITIQUE

La présente politique de protection des données est susceptible d'évoluer. Dans une telle hypothèse, nous vous informerons préalablement de tout changement.